

N°1195

du 11
JANVIER
2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Revue annuelle de performance 2018

Un taux moyen
d'exécution de 94%,
pour un taux moyen
d'engagement de
72,16% au ministère du
Développement à la base

P.5 **Visite officielle d'une délégation de la Fifa à Lomé**

Infantino assure Faure du soutien de la Fifa au Togo

**Vœu du président de la Fifa : «Travailler à améliorer la qualité de jeu, des infrastructures et des centres de formation au Togo»*

P.4 Au titre du round 9 du Programme de micro financements du FEM
**Plus de 145 millions de FCFA octroyés
à 7 structures de la société civile**

P.6 Au terme des quatre années d'exécution du projet PASMEN
**Le gouvernement procède à l'évaluation
globale et à l'impact sur la population**



Faure Gnassingbé et Gianni Infantino, Président de la FIFA

P.3 En appui aux actions de la CEET
**Le projet CIZO booste le taux
d'accès à l'électricité à plus
de 45% en décembre 2018**

P.3 Divulgence de l'identité des propriétaires réels des
entreprises extractives
**Le Togo appelé à accélérer sa
feuille de route pour respecter
le délai du 1^{er} janvier 2020**

Formation

" Formation en Management Culturel 1ère session 2019 "

Le Goethe-Institut est, au niveau international, la plus importante institution culturelle de la République Fédérale d'Allemagne. Il a pour mission de promouvoir la langue allemande à l'étranger, d'encoura-

ger la coopération culturelle internationale et de communiquer une image aussi complète que possible de l'Allemagne, en informant sur la vie culturelle, sociale et politique du pays.

Depuis 2013, le Goethe-Institut a initié un programme de formation en Management Culturel à l'intention des acteurs culturels au Togo auquel ont déjà pris part plus d'une centaine de managers culturels. Il

lance - toujours en partenariat avec le Cabinet ARTfrica Consulting Group - la première session de formation qui se tiendra du 18 février au 1er mars 2019 à Kara.

Concert

Izealedu, nature et femme !

Art vocal, danse contemporaine et musiques de fusions sont le fil rouge du spectacle bâti autour des envolées lyriques d'Izealedu, ex lead vocale du groupe Elinam, finaliste du Prix Découvertes RFI 2015.

Ce spectacle baptisé " Nature & Femme " rend hommage aux veuves africaines (Femme) et nous interpelle sur leur condition de vie !

Izealedu appelle également de sa voix à la protection de l'environnement (Nature) afin de sauver la Terre-Mère. " Nature et Femme ", c'est tout simplement des magnifiques sonorités mêlant musiques traditionnelles, blues, jazz, et dis co. A ne manquer sous aucun prétexte !

11 JANV. / 20H00 | JARDINS DE L'IFT | ENTRÉE : 1.000 FCFA - LOMÉ

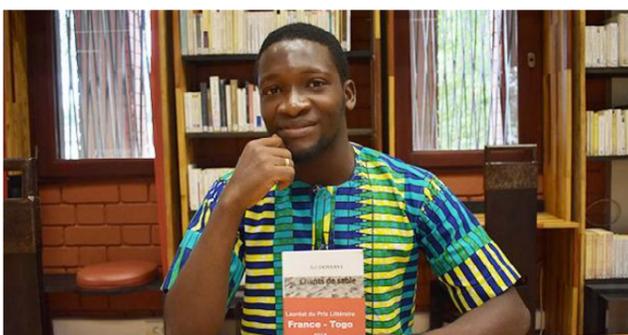


Café littéraire

A la rencontre de Ayi Renaud Dossavi-Alipoeh

Pour cette nouvelle année et ce nouveau mois, la médiathèque invite le public à la découverte du Prix littéraire France-Togo 2018 et du lauréat du Prix de la BAD. Ayi Renaud DOSSAVI-ALIPOEH est un jeune écrivain (poète, essayiste et nouvelliste) et blogueur togolais. Biologiste de formation, ce passionné des Lettres a publié à ce jour cinq livres dont "Rosées Lointai-

nes?", "Pensées égarées", "Chants de Sable" (poésie, respectivement en 2015 et 2018) "Nous et l'Histoire?" (Essai sur l'histoire africaine, en 2018) et "Lèvres Éphémères" (nouvelle). Il est également le Secrétaire général de l'association PEN-Togo, œuvrant pour la promotion des Lettres, de la Littérature et de la Liberté d'expression.



Polémique

Manuel Valls pique une colère pour un prix littéraire

L'ancien Premier ministre français, candidat à la mairie de Barcelone, a créé le malaise lors de la remise du prix littéraire Premio Nadal, le plus vieux d'Espagne.

L'ancien Premier ministre français Manuel Valls, candidat à la mairie de Barcelone, est sorti de ses gonds dimanche 6 janvier lors de la soirée du Premio Nadal, le plus ancien prix littéraire d'Espagne, remis depuis 1944 par les éditions Destino

au meilleur roman écrit en espagnol. L'homme politique se serait emporté lorsque le lauréat du prix Josep Pla, l'écrivain Marc Artigau, a regretté dans un discours l'emprisonnement et l'exil des responsables indépendantistes catalans à la suite de la crise de 2017, rapporte le quotidien catalan El Nacional, cité par l'Indépendant.

"Nous ne pouvons réécrire la réalité et d'ici quelques années nous

aurons honte de tout ce qui s'est passé" a déclaré l'auteur devant le gratin catalan. La maire de Barcelone Ada Colau, l'ancien président de la Généralité de Catalogne Artur Mas et la ministre catalane de la Culture Laura Borràs étaient notamment présents. "C'est ce qu'on va voir !" aurait alors tonné Manuel Valls depuis sa table, puis il se serait déplacé en direction de l'écrivain et lui aurait lancé "regardez comme vous

êtes lourd !".

Selon la journaliste Pilar Eyre, finaliste du prix Planeta et assise à la même table que Manuel Valls, l'édile aurait auparavant déclaré, agité : "Fatigant... Mas, Mas, c'est de ta faute, et personne ne va rien dire ?", en référence à Artur Mas, l'un des principaux artisans de l'organisation du référendum sur l'autonomie de la Catalogne de 2017.

Livres Hebdo

Nécrologie

Jocelyne Saab, réalisatrice libanaise pionnière au Proche-Orient, est morte

La réalisatrice libanaise Jocelyne Saab est morte lundi à Paris à l'âge de 70 ans des suites d'un cancer, 7 janvier dernier. Jocelyne Saab avait réalisé des documentaires marquants sur Beyrouth déchirée par la guerre. Elle appartenait à la génération de réalisateurs libanais marqués par la guerre civile (1975-1990) qui a précédé celle de cinéastes à succès comme Ziad Doueiri (Beyrouth Ouest, L'Insulte) ou plus récemment Nadine Labaki (Caramel, Capharnaüm). "Elle a

participé avec d'autres à la création d'un style cinématographique libano-arabe qui se base largement sur la réalité sur le terrain", a commenté mardi le critique libanais Nadim Jarjura.

Également photographe et plasticienne, elle réalise en 2005 Dunia, un film dramatique franco-libano-égyptien qui fera scandale et sera censuré en Egypte car abordant le thème de l'excision. "Ils ont excisé mon film", avait alors regretté la réalisatrice, citée par Libération. Le film



remportera plusieurs prix, dont le Grand Prix du Jury du Festival du film de Sundance.

AZIMUTS INFOS

Scoliose : quand le dos se détraque

La scoliose est une déformation de la colonne vertébrale qui apparaît surtout lors de la croissance de l'enfant. Découvrez dans ce dossier, tout ce qu'il faut savoir sur la scoliose, ses causes et ses traitements.

Développer les traitements de la scoliose reste un des défis majeurs de la médecine. Un défi d'autant plus délicat que les causes de la scoliose peuvent être multiples. Des progrès considérables ont été réalisés dans le dépistage, l'évaluation radiologique et le traitement orthopédique.

La scoliose touche, de façon plus ou moins sévère, 1 à 3 % des enfants âgés de 10 à 16 ans et concerne également l'adulte. Cette déformation de la colonne vertébrale n'est pas forcément associée à un mal de dos (contrairement à la hernie discale ou la sciatique), d'où la difficulté de la dépister.

Il existe différents types de scoliose comme la scoliose lombaire ou la scoliose dorso-lombaire. La scoliose est différente de la cyphose (la cyphose étant un autre type de déformation de la colonne vertébrale). La scoliose est le plus souvent dite idiopathique, c'est-à-dire que sa cause n'est pas définie. Un traitement précoce permet une prise en charge rapide et des dégâts moindres sur l'organisme.

De manière plus précise, la scoliose est définie par la projection dans le plan frontal d'une déformation tridimensionnelle que les techniques radiologiques modernes permettent de mieux mesurer. L'origine de la scoliose dite " idiopathique " est de mieux en mieux connue et malheureusement de plus en plus complexe rendant très difficile le pronostic évolutif.

L'examen clinique et radiologique ne peut être effectué que dans des centres spécialisés. En revanche, le dépistage chez l'enfant doit être effectué par tous à l'aide du test d'Adams.

La scoliose est une polydéficience avec des répercussions orthopédiques, mais également psychologiques. Les techniques de kinésithérapie spécifique ont également prouvé leur efficacité. Le sport peut être poursuivi, il sera adapté en fonction de la scoliose et du protocole conservateur. L'action des corsets reposait sur un système trois points.

Plus récemment, le nouveau corset lyonnais utilise un système de détorsion globale. La scoliose va avoir des conséquences sur la vie familiale, sportive, scolaire, sociale et professionnelle. La scoliose concerne 10 % de la population à 65 ans avec des caractéristiques particulières telles que la dislocation rotatoire.

Le traitement chirurgical pose le problème de la limitation de la mobilité et des interventions répétées en raison du module d'élasticité du métal différent de celui de l'os. De par sa fréquence, son évolution tout au long de la vie et ses conséquences dans la vie quotidienne, de nombreux moyens ont été et sont mis en œuvre avec l'espoir de continuer à progresser à tous les stades de la scoliose.

Des causes de la scoliose aux traitements - pouvant aller jusqu'à l'opération de la scoliose - en passant par le dépistage, découvrez tout de la scoliose chez l'enfant et chez l'adulte dans ce dossier.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Divulgence de l'identité des propriétaires réels des entreprises extractives

Le Togo appelé à accélérer sa feuille de route pour respecter le délai du 1er janvier 2020

Late Pater

Conformément à l'exigence 2.5 de la norme ITIE 2016, il est exigé que les pays mettant en œuvre l'ITIE demandent – et que les entreprises divulguent – les informations relatives à la propriété réelle en vue de leur inclusion dans le rapport ITIE, à compter du 1^{er} janvier 2020. Cette exigence s'applique aux entreprises qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans des actifs extractifs, et cela devra inclure l'identité de leurs propriétaires réels, leur degré de participation, et les modalités d'exercice de cette participation ou du contrôle desdites entreprises. «Les informations relatives à l'identité des propriétaires réels devront comprendre le nom, la nationalité et le pays de résidence de ces personnes, et permettre d'identifier toute personne politiquement exposée. Il est également recommandé de divulguer le numéro d'identité national, la date de naissance, l'adresse du domicile ou l'adresse de notification, ainsi que les coordonnées de ces personnes. Les entreprises cotées en bourse, y compris leurs filiales en propriété exclusive, sont tenues de préciser la bourse de valeurs où elles sont cotées et d'indiquer un lien vers la documentation qu'elles ont à déposer auprès de cette bourse», précise la norme.

Au Togo, dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre des dispositions de cette exigence,

le Comité de pilotage de l'ITIE-Togo a décidé de demander aux entreprises retenues dans le périmètre de la conciliation de 2016 la divulgation des informations sur les propriétaires réels, conformément au formulaire de déclaration de la propriété réelle. Selon le rapport ITIE 2016, publié fin décembre 2018, sur les vingt-six (26) sociétés retenues, deux sociétés sont exemptes de la divulgation des informations sur la propriété réelle. Sur les 24 sociétés restantes, treize sociétés n'ont pas communiqué les données demandées à savoir MM Mining, SAD, Pomar Togo S.A, Togolaise des Grands Caous S.A, Wacem, Société Sogea Satom, Samaria, TDM Sarl, Master Equipements Sarl, Colas Afrique Succursale du Togo, Togo Carrière, CECO, Togo Rail. Aussi le Conciliateur a-t-il recommandé au Comité de pilotage de l'ITIE-Togo de sensibiliser les entreprises à communiquer les données relatives à la propriété réelle pour les prochains rapports ITIE. «Nous recommandons également au Comité de considérer la tenue d'un atelier de formation dédié à la propriété réelle pour exposer aux parties prenantes la définition retenue et les modalités de divulgation de l'information». Surtout qu'il n'a pas été noté une avancée significative en 2017 par rapport aux objectifs spécifiques et échéances fixés au niveau de la feuille de route mise en place pour respecter l'échéance de 2020.



Dèdèriwè Ably-Bidamon, Président du comité de pilotage de l'ITIE-Togo

«Nous recommandons au Comité de pilotage ITIE de prendre les mesures nécessaires afin d'accélérer la mise en œuvre de la feuille de route adoptée et pouvoir respecter les délais fixés par la norme ITIE. Ceci implique notamment la mise en place d'un dispositif pour le pilotage et le suivi de la mise en œuvre ; la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles ; et l'adhésion des parties prenantes identifiées», indique le rapport ITIE 2016.

A noter que, pour la propriété réelle, le cadre juridique actuel du Togo ne prévoit ni de définition claire ni de registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs. A partir de ce constat, le Comité de pilotage de l'ITIE-Togo a décidé, dans le cadre du rapport 2016, et pour les sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement, d'adopter la

définition prévue au niveau de la Quatrième Directive sur le blanchiment de capitaux de l'Union européenne qui stipule que le «bénéficiaire effectif» signifie toute personne qui, en dernier lieu, possède ou contrôle le client et/ou la personne physique pour laquelle une transaction est exécutée, ou une activité réalisée. Les bénéficiaires effectifs comprennent au moins dans le cas de sociétés : (i) la ou les personnes physiques qui, en dernier lieu, possède(nt) ou contrôle(nt) une entité juridique, de par la possession ou le contrôle direct ou indirect d'un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote dans cette entité juridique, y compris par le biais d'actions au porteur, autre qu'une société cotée sur un marché réglementé qui est soumise à des obligations de publicité conformes à la législation de l'Union européenne ou à des nor-

mes internationales équivalentes. Un pourcentage de 25% des actions plus une est une preuve de propriété ou de contrôle par participation, et il s'applique à tout niveau de participation directe ou indirecte ; (ii) s'il n'est pas certain que les personnes visées au point (i) soient les bénéficiaires effectifs, la ou les personnes physiques qui exercent le contrôle sur la direction de l'entité juridique par d'autres moyens.

Le Comité a décidé d'opter également pour la divulgation des informations sur les personnes politiquement exposées. Dans ce cas, les entreprises retenues dans le périmètre de rapprochement ont été invitées à signaler si le propriétaire réel se trouve dans l'une des deux situations suivantes : (i) les personnes de nationalité étrangères qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger, par exemple, les chefs d'État ou de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques ; (ii) les personnes physiques de nationalité togolaise qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans le pays, par exemple, les chefs d'État ou de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsa-

bles au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

Il faut rappeler qu'une commission ad-hoc issue du Comité de pilotage de l'ITIE-Togo, assistée par un membre du secrétariat technique, a été créée le 19 juillet 2016. Cette commission a élaboré un plan de travail devant aboutir à la mise en œuvre de la feuille de route élaborée et publiée en décembre 2016. Cette feuille de route s'articule autour des activités suivantes : mettre la lumière sur l'importance de la divulgation de la propriété réelle ; faire un état des lieux législatifs du degré de prise en compte de la divulgation de la propriété réelle dans la législation nationale ; proposer une définition de la propriété réelle respectant les lois nationales et qui est alignée sur les pratiques internationales ; rechercher s'il existe une définition des personnes politiquement exposées ; définir l'autorité de certification des déclarations sur la propriété réelle ; et créer un site internet sur lequel les données sur la propriété réelle seront disponibles sous format électronique. La mise en place de ces activités devrait aboutir à la création d'un registre public de la propriété réelle dans les délais fixés par la norme ITIE.

Exercice des pouvoirs constitutionnels

454 détenus graciés par Faure Gnassingbé

Conformément à ses prérogatives constitutionnelles contenues notamment dans l'article 73 de la Constitution de la 4^{ème} République qui dispose que "le Président de la République exerce le droit de grâce après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature", Faure Essozimna Gnassingbé a accordé, par décret No 2019-001/PR en date du 3 janvier 2019,

une grâce présidentielle à quatre cent cinquante-quatre (454) détenus. On parle de 20 personnes sorties de la prison civile de Tsévié, 13 de la prison civile de Notsè, 9 de la prison civile de Mango, 35 de la prison civile de Sokodé, 35 de la prison civile d'Atakpamé, 58 de la prison civile de Kpalimé, 6 de la prison civile de Kanté, 13 de la prison ci-

vile de Kara, 117 de la prison civile de Lomé, 26 de la prison civile de Dapaong, 39 de la prison civile d'Aného, 15 de la prison civile de Bassar et 8 de la prison civile de Vogon.

Il s'agit d'une remise de la peine restant à courir accordée à plusieurs condamnés sur l'ensemble du territoire national.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours, d'une semaine à l'autre

Baisse du montant adjudugé mardi par les banques du Togo

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 08 janvier 2019, à une injection de liquidités d'un montant de 3 350,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 295,533 milliards, contre 306,120 milliards une semaine plus tôt. L'opération arrive à échéance le lundi 14 janvier 2019, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés respectivement à 4,5000%

et 4,5000%.

Au total, quatre-vingt-deux (82) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Sénégal s'adjugent respectivement 984,354 milliards et 482,631 milliards. Ils sont suivis par ceux du Mali avec 481,634 milliards, du Burkina Faso avec 455,067 milliards, du Bénin avec 414,553 milliards, du Togo avec 295,533 milliards, et du Niger avec 207,666 milliards. La Guinée-Bissau fait 28,562 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 3.181,1 milliards en octobre 2018 à 3.350,3 milliards en novembre 2018, soit une hausse de 5,3%. S'agissant du montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 3.239,7 milliards en novembre 2018, contre 3.087,4 milliards le mois précédent. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 4,09% en novembre 2018, contre 3,51% le mois précédent.

En appui aux actions de la CEET

Le projet CIZO booste le taux d'accès à l'électricité à plus de 45% en décembre 2018

Le ministre Dèdèriwè Ably-Bidamon, en charge du secteur de l'énergie et des mines, et ses collaborateurs y voient les fruits des premières retombées de la mise en œuvre de la stratégie d'électrification lancée en juillet 2018 par le gouvernement. Laquelle stratégie d'électrification vise l'accès à l'énergie pour tous les Togolais à l'horizon 2030. Ils parlent de résultats convaincants à la suite de plusieurs initiatives et projets qui continuent d'être exécutés.

Selon le compte rendu d'une rencontre du ministre et ses proches collaborateurs du cabinet, l'un des piliers centraux de cette vision est lié aux initiatives présidentielles notamment le projet CIZO qui vise à terme l'électrification de plus de 2 millions des Togolais à partir des kits solaires individuels photovoltaïques. Des localités comme Bavou, Assoukoko, Koutoun et Takpapiéni sont désormais éclairées. En 2018, c'est près de 10.000 foyers qui ont eu recours aux services de la société BBOXX pour être électrifiés.

A la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET), l'année

2018 a été aussi positive au plan des prévisions sur les nouveaux clients. Sur 50.000 branchements prévus en 2018, la CEET a enregistré près de 65.000 nouveaux clients, en augmentation de près de 60%. Ce qui porte à 44,3% le taux d'accès à l'électricité au Togo en décembre 2018 contre 38,7% en 2017. La CEET avait enregistré environ 40.000 nouveaux clients au 31 décembre 2017.

Ainsi, les chiffres de BBOXX associés à ceux de la CEET portent à plus de 45% le taux d'accès à l'électricité au Togo. «Ce qui démontre à suffisance que les autorités togolaises, au premier rang desquelles le Chef de l'État Faure Gnassingbé, œuvrent nuit et jour pour l'atteinte de l'accès à tous les Togolais à l'énergie d'ici 2030», a souligné le ministre Ably-Bidamon.

Plus est, pour dynamiser le secteur de l'énergie et répondre en partie aux besoins de la population, la construction d'une nouvelle centrale thermique de 65 Mw à Lomé a été lancée. Ce projet structurant et stratégique répond à la double volonté de promouvoir

l'économie nationale et de faire face à la demande sans cesse croissante en énergie électrique. Cette centrale permettra de fournir une énergie électrique additionnelle pour l'équivalent de 263.000 foyers togolais, à en croire le ministre Ably-Bidamon. Cette volonté officielle de relever le défi dans le secteur de l'énergie s'est encore manifestée, en décembre 2018, avec le lancement du projet d'électrification rurale phase 3 et phase 4. Ce projet concerne l'électrification de 300 localités à travers le pays.

Au ministère de l'énergie et des mines, on brandit aussi un envol considérable de l'Agence togolaise d'électrification rurale des énergies renouvelables (AT2ER), qui continue les travaux du terrain dans le but d'augmenter le taux d'électrification rurale de 7% à 40% d'ici à 2020, de fournir l'électricité à 300.000 ménages d'ici 5 ans, soit 2 millions d'habitants, et de créer 5 centres de formation spécialisés en énergie solaire dans les 5 régions du Togo.

On veut encore mieux faire en 2019...

Revue annuelle de performance 2018

Un taux moyen d'exécution de 94%, pour un taux moyen d'engagement de 72,16% au ministère du Développement à la base

Late Pater

Dans le cadre de la traditionnelle revue annuelle du ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, cadres du ministère concerné, de la Présidence, de la Primature, des ministères partenaires, des bénéficiaires, des autorités administratives, coutumières et des institutions partenaires... se sont retrouvés hier jeudi 10 janvier 2019 à Lomé afin de faire le bilan de la mise en œuvre de ses actions au cours de l'année 2018 et de préparer les actions au titre de l'année 2019. Officiellement, la rencontre a pour objectif de procéder à l'analyse et à la validation des résultats obtenus de la mise en œuvre des politiques et stratégies du ministère en 2018 et à l'élaboration des Plans de travail et de budget annuel (PTBA) de l'année 2019.

Pour le compte de l'année 2018, les chiffres officiels évoquent un taux moyen d'exécution de la lettre



de mission du ministère de 94%. Sur le plan financier le taux moyen d'engagement est de 72,16%. L'atelier s'est essentiellement penché sur les principaux résultats enregistrés par le ministère, notamment : 40 Infrastructures socioéconomiques réalisées au profit des communautés, correspondant à 312 unités d'infrastructures ; 50 PTFM (plateformes multifonctionnelles) installées dont 43 PTFM solaires ; 91.394 élèves du préscolaire et du primaire ont bénéficié des cantines scolaires ; 16.002 emplois durables créés au profit des jeunes ; 57.365 emplois temporaires créés pour les jeunes

et les femmes.

Suivant un communiqué officiel, « le ministère s'est donné pour vision, à l'horizon 2030, d'assurer durablement un accès universel de toutes les communautés et organisations à la base du Togo au "minimum vital commun" en favorisant l'accès aux services financiers et sociaux de base, en rendant le secteur de l'artisanat plus viable et compétitif sur le plan national et international, en assurant l'épanouissement de la jeunesse à travers la citoyenneté et l'accès à l'emploi décent et durable ». Cette vision se concrétise à travers des politiques et stratégies dont découlent des plans d'actions opérationnels, programmes, projets. Ces différents projets et programmes sont déclinés en activités inscrites dans un plan d'actions annuel qui est mis en œuvre et évalué.

Les résultats significatifs du ministre du Développement à la base en 2018

94% : Taux d'exécution de la lettre de mission

26,066 milliards de FCFA : Budget global

17,8 milliards FCFA: Contribution des partenaires, du secteur privé et des bénéficiaires soit 69,29% du budget total.

72,16% : Taux d'engagement

Promotion du Développement à la base

*40 Infrastructures socioéconomiques, soit 312 unités d'infrastructures réalisées au profit des communautés ;

*50 PTFM installées dont 43 PTFM solaires ;

*3225 femmes de 123 groupements porteurs de PTFM ont été alphabétisées ;

*317 groupements d'intérêt économique ont été accompagnés et financés ;

*112 nouveaux quartiers urbains accompagnés par le PDC-ZU pour la gestion de leur développement ;

*530 comités de développement à la base (CDB) ont été restructurés ;

*91394 élèves du préscolaire et du primaire ont bénéficié des cantines scolaires.

14,28 milliards FCFA investis dans le secteur

Développement de l'Artisanat

*1852 artisans formés en techniques de création et de gestion de PME ;

*353 artisans ont participé aux foires nationales et internationales ;

*27 centres de ressources pour l'artisanat construits ou réhabilités.

691,1 millions FCFA investis dans le secteur

Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes

*4455 jeunes ont renforcé leur employabilité à travers le volontariat ;

*100 000 jeunes ont participé aux activités socio-éducatives et ont été sensibilisés sur les questions de citoyenneté ;

*6 fora régionaux pour recueillir les préoccupations de la jeunesse organisés ;

*8774 jeunes formés sur les questions de création d'entreprise et de gestion de crédit ;

*2364 micro-entreprises et PME créées ;

*16 002 et emplois durables au profit des jeunes créés ;

*57 365 emplois temporaires créés pour les jeunes et les femmes.

10,9 milliards FCFA investis dans le secteur

Au titre du round 9 du Programme de micro financements du FEM Plus de 145 millions de FCFA octroyés à 7 structures de la société civile

Late Pater

La dégradation forestière dans la région des savanes est très préoccupante. Dans le canton de Nayéga dans le Kpendjal-Ouest, l'un des facteurs aggravants est la pratique de fabrication de charbon de bois. Les différents acteurs de lutte contre la déforestation proposent des solutions innovantes pour ralentir le phénomène dans cette région. C'est le cas du Réseau des Femmes Et Développement des Savanes (REFED/S), qui, à travers un projet, veut diffuser des techniques améliorées de carbonisation et de création des forêts communautaires dans le canton de Nayéga. Il s'agit pour le REFED/S de vulgariser auprès des groupements de carbonisatrices/carbonisateurs de Nayéga-Centre et de Djomon en vue d'économiser l'utilisation de bois dans la fabrication du charbon de bois. « Notre projet vise à amener les femmes à utiliser une nouvelle technique de carbonisation par rapport à l'utilisation de la meule traditionnelle. Cette nouvelle meule appelée la meule casamançaise est plus améliorée, plus rentable. Elle peut produire deux fois ou trois fois de charbon que d'habitude. Nous voulons aussi amener les trois groupements de carbonisatrices à la création des forêts communautaires pour qu'elles disposent elles-mêmes de la matière première. Le projet vise aussi à financer des AGR de re-conversion des carbonisatrices » a



Echange de documents entre le Représentant-résident du Pnud au Togo et la Coordinatrice du REFED/S (un des bénéficiaires)

dit Comfort Kabissa-Lamboni, la coordinatrice du REFED/S. Elle précise que 150 femmes de trois groupements sont impliquées directement dans ce projet, sans oublier les bénéficiaires indirects tels que les soudeurs qui vont procéder à la fabrication des meules améliorées. Et le projet vient d'obtenir un financement du programme de micro financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMG/FEM) d'une valeur d'environ 31 000 Dollars US.

A l'instar du REFED/S, six (6) autres ONG et structures de bases, repartis sur l'ensemble du territoire national sont aussi concernés par ce round de financement du Pnud et vont mettre en œuvre pendant deux ans des projets touchant à la promotion de l'agriculture durable dans les cantons de Doukpergou et Sissiek dans la préfecture de Tandjouaré, la diffusion de bonnes pratiques agro-écologiques auprès des producteurs membres de l'ESOP Pagouda dans la préfecture de la Binah et le renforcement

de résilience des populations face aux effets néfastes des changements climatiques. « Le Pnud démarre un nouveau cycle de 5 ans pour la période 2019-2023 et l'environnement reste encore une priorité sur laquelle nous allons continuer avec la société civile pour que dans les 5 prochaines années, nous puissions encore relever plus de défis. Car, c'est à nous de créer aujourd'hui des conditions pour pouvoir faire face aux changements climatiques », a déclaré Mactar Fall, le représentant résident du Pnud au Togo.

Un avis partagé par le gouvernement togolais qui indique que le rôle du Pnud aux côtés du Togo est crucial pour la réalisation des objectifs de développement durable au niveau local et national.

« Point n'est besoin de démontrer le rôle de levier que jouent les initiatives communautaires de gestion de ressources naturelles dans la réalisation des principaux agendas de développement notamment le Plan National de Dévelop-

Des perspectives qui s'assombrissent, selon la Banque mondiale

L'Afrique subsaharienne légèrement à l'abri

La croissance économique mondiale devrait fléchir cette année pour passer d'un taux (révisé à la baisse) de 3% en 2018 à 2,9% en 2019 dans un contexte d'accroissement des risques de détérioration des perspectives. C'est la conclusion de l'édition de janvier 2019 des *Perspectives pour l'économie mondiale* publiées mardi 8 janvier par la Banque mondiale. Les échanges commerciaux internationaux et l'activité manufacturière mondiale faiblissent, les tensions commerciales restent vives et les marchés financiers exercent de fortes pressions sur certains grands pays émergents.

Selon les *Perspectives*, la croissance devrait tomber à 2% cette année dans les économies avancées. Dans le même temps, le ralentissement de la demande extérieure, l'accroissement des charges d'emprunt et la persistance de l'incertitude en matière de politiques publiques devraient peser sur les perspectives des marchés émer-

gents et des économies en développement. Dans ce groupe de pays, la croissance économique devrait rester stable cette année, mais à un taux de 4,2% plus faible que prévu.

Dans la région **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait s'accroître pour atteindre 3,4% en 2019, en supposant une diminution de l'incertitude pesant sur les politiques publiques, l'amélioration de l'investissement dans les grandes économies et la poursuite d'une croissance robuste dans les pays à faible intensité de ressources. Au Nigéria, l'expansion devrait s'intensifier pour atteindre 2,2% en 2019 sur la base d'une reprise de la production pétrolière et d'un scénario selon lequel une lente amélioration de la demande privée freinera la croissance du secteur industriel non pétrolier. Selon les prévisions, la croissance angolaise atteindra 2,9% en 2019 grâce à la reprise

(suite à la page 7)



Photo de famille au cours de la cérémonie de remise

de l'activité de compostage des déchets ménagers à Lomé.

Autres projets, ce sont celui de l'appui à la valorisation de la forêt communautaire de Bago par l'écotourisme dans les cantons de Ekèto, Okou et Ounabè dans la préfecture de Wawa, celui de la création d'un arborétum d'essences locales menacées de disparition sur le plateau d'Akposso, et enfin celui du renforcement des capacités d'acteurs agricoles sur des pratiques innovantes en matière d'agriculture organique régénérative au Togo.

Pour le programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud), l'appui à ces projets vise à soutenir les initiatives communautaires innovantes, notamment celles pouvant contribuer à la conservation, la restauration et l'utilisation durable des ressources naturelles, comme moyens de lutte contre la pauvreté et de renforcement de la

ment (PND), l'agenda 2063 de l'Union Africaine et les ODD. Il est vrai que certains projets sont des échecs. Mais je ne puis m'empêcher de reconnaître que globalement, la plupart (...) sont des réussites permettant de tester, au niveau local des approches concrètes et innovantes de la préservation de l'écosystème », a dit Kodjo Koudadzé, le Directeur de Cabinet du ministre de l'Environnement et des ressources forestières.

Au Pnud, on indique que depuis 2009, le PFM/FEM appuie et accompagne, jusqu'à hauteur de cinquante mille (50 000) dollars US par projet, des actions de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement identifiées par les communautés à la base et portées par des organisations de la société civile au Togo.

A ce jour, le programme a financé 94 projets pour un montant d'un peu plus d'1,5 milliards de FCFA.

Visite officielle d'une délégation de la Fifa à Lomé Infantino assure Faure du soutien de la Fifa au Togo

***Vœu du président de la Fifa : «Travailler à améliorer la qualité de jeu, des infrastructures et des centres de formation au Togo»**

Hervé A.

Le Président de la République SEM Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, le mercredi 09 janvier 2019, une délégation de la Fédération internationale de football association (FIFA) conduite par son président, M. Gianni Infantino.

La délégation, en visite de travail à Lomé, a échangé avec le chef de l'Etat sur la politique de développement du football à tous les niveaux au Togo.

«Nous avons discuté du développement du football au Togo avec le Président de la République. Nous nous sommes félicités des efforts du gouvernement en la matière. La FIFA s'engage à apporter son soutien au gouvernement pour la promotion du football masculin et féminin, et nous allons travailler main dans la main pour améliorer la qualité de jeu, des infrastructures et des centres de formation au Togo», a déclaré le président de l'instance mondiale



Le Président Faure Gnassingbé et Gianni Infantino de la FIFA

de football à sa sortie de l'audience.

Un peu plus tard dans la soirée, le président de la FIFA a insisté, devant les acteurs du football togolais et les journalistes, sur la nécessité pour le Togo de disposer des stades aux normes internationales. «Un pays comme le Togo ne peut pas ne pas avoir un stade aux normes», a-t-il lancé. Avant d'interpeller le ministre en charge

des Sports Guy Madjé Lorenzo: «Si un pays veut avoir du succès au plan international, il doit avoir des infrastructures modernes, et un stade de football est tout un symbole. Quand l'équipe nationale joue, ce n'est plus comme il y a quelques années que ça intéresse seulement le pays, mais les yeux du monde sont sur le pays».

En raison de la rénovation du

stade de Kégué, le Togo a dû jouer tous ses derniers matches officiels au stade municipal de Lomé. Mais ce stade vient aussi d'être suspendu par la CAF qui, après moult rappels à l'ordre, a décidé de supprimer le stade municipal de Lomé de la liste des stades homologués à la fin de l'année 2018, dans la mesure où aucune confirmation ne lui est parvenu quant à la réalisation des points essentiels convenus lors des diverses missions d'inspection.

La FTF, de son côté, a indiqué avoir soumis trois projets de pose de pelouses synthétiques à Atakpamé, Sokodé et Kara, un projet de construction d'un bloc technique et trois autres projets de développement relatifs au football des jeunes et football féminin.

M. Gianni Infantino et sa délégation, dont la Secrétaire générale de la FIFA, Mme Fatma Samoura et le Vice-président de la Confédération africaine de football (CAF), M. Constant Omari, ont quitté Lomé tard dans la nuit pour Cotonou.

Le Nouveau-Brunswick ferme les vannes

Le ciel est en train de s'assombrir encore un peu plus pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick (Canada). Selon Radio-Canada, le gouvernement de la province a décidé de ne plus participer au financement de l'événement.

Les autorités du Nouveau-Brunswick ont confirmé, mercredi 9 janvier, avoir versé leur dernier paiement au comité d'organisation. Il n'y en aura plus jusqu'à nouvel ordre. Mais tous les fonds promis pour l'année fiscale 2018-2019 ont toutefois été octroyés, précise le comité organisateur.

Pour justifier sa décision, le gouvernement invoque l'incertitude autour de l'organisation de l'événement depuis la révélation en fin d'année passée d'une explosion des coûts d'organisation, passés de 17 millions à 130 millions de dollars canadiens.

Cette décision annonce-t-elle le retrait prochain du Canada comme pays-hôte des Jeux de la Francophonie 2021 ? Le gouvernement fédéral et le comité d'organisation s'en défendent, expliquant travailler actuellement à une solution pour sauver l'événement. Mais les options semblent se réduire.

Luiz Gustavo vide son sac dans le vestiaire

L'élimination dimanche en 32e de finale de Coupe de France contre Andrézieux-Bouthéon (2-0) a plongé l'Olympique de Marseille dans un début de crise. Les supporters réclament la tête de Rudi Garcia et n'hésitent pas à l'afficher sur les murs du centre d'entraînement. Le technicien, qui conserve le soutien de son propriétaire Frank McCourt, préfère lui laver le linge sale en famille.

Le coach de l'OM a ainsi organisé une réunion entre le staff et les joueurs mardi après-midi pour vider les têtes. Plusieurs éléments ont pris la parole, assurant qu'ils n'avaient pas lâché le technicien. Chez les jeunes, Christopher Rocchia (20 ans) a notamment été très touchant, comme le raconte L'Équipe, évoquant son amour pour le club, lui le minot. Luiz Gustavo (31 ans), un des plus expérimentés, s'est lui aussi exprimé. Et le Brésilien, qui avait déjà lâché des mots forts à l'issue de la défaite le week-end, en a remis une couche.

"Parlez de football dans le vestiaire, de tactique, de détermination, de faire les efforts ensemble, mais arrêtez de me parler d'autre chose !", a-t-il d'abord lâché, comme l'explique ce jeudi le quotidien sportif. L'international auriverde (41 sélections, 2 buts), passé par le Bayern Munich, surnommé en Allemagne le FC Hollywood, a ensuite pris à parti Florian Thauvin et Dimitri Payet, les leaders techniques de l'effectif phocéen.

Alors que les deux hommes se posent des questions sur leurs situations personnelles (ils espèrent tous les deux une revalorisation salariale), le milieu de terrain s'est montré incisif. "Ne pleurez pas sur votre sort. J'aurais pu partir pour trois ou quatre fois plus en salaire, je suis resté pour le club, pour les supporters", leur a-t-il envoyé. Un message fort. Réaction attendue dès dimanche, face à l'AS Monaco de Thierry Henry (20e journée de Ligue 1).

L'Egypte est grandissime favori de la CAN 2019

L'Egypte, avec sa génération actuelle, est le grandissime favori de la CAN 2019, en comptant également avec l'avantage de jouer à domicile, a déclaré Mohamed Aboutrika, triple vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) avec les Pharaons.

"Avec le retour du public dans les stades et la qualité des joueurs actuels, il y a de grandes chances que l'Egypte reprenne son cycle de domination du football continental", a déclaré la légende égyptienne, qui a gagné les CAN 2006, 2008 et 2010, dans un entretien avec l'APS.

Invité parmi les légendes africaines lors des CAF Awards, qui ont eu lieu mardi à Diamniadio, l'ancien attaquant d'Al Ahly se dit convaincu que tout sera réuni pour une grande réussite de l'événement sportif continental. "En 2006, l'Egypte avait commencé son règne avec la Coupe d'Afrique des nations qu'elle avait organisée et gagnée à domicile", a rappelé l'attaquant à la retraite.

Avec cette génération guidée par Mohamed Salah, a-t-il souligné, il y a l'expérience et le talent pour permettre aux Pharaons de régner encore sur l'Afrique. "Oui, je suis très confiant et c'est une belle initiative de présenter cette candidature à l'organisation de cette compétition", a-t-il magnifié. "Cette journée va certainement marquer le retour au premier plan de l'Egypte sur la scène continentale", a-t-il par ailleurs ajouté.

L'Egypte, nation la plus titrée en CAN avec sept trophées, a été désignée mardi pays hôte de l'édition 2019 que le Cameroun devait initialement organiser.

CAN 2019

L'Egypte remplace le Cameroun

La Confédération Africaine de Football (CAF) a annoncé, mardi à l'issue de la séance de son Comité Exécutif, avoir désigné l'Egypte comme pays hôte de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 (15 juin-13 juillet).

La décision, en revanche, n'a pris personne par surprise. L'Egypte était présentée depuis plusieurs jours comme une solide favorite. Son influence au sein de la Confédération africaine de football (CAF), notamment, la plaçait en position favorable face à son seul adversaire, l'Afrique du Sud. Sans réel suspense, elle a rafé la mise.

La différence s'est faite non pas en termes d'infrastructures, puisque

les deux pays disposaient déjà de plusieurs stades aux normes internationales pour cette première CAN à 24, mais sur la volonté politique. Les membres du comité exécutif n'ont pas senti un véritable soutien de la part du gouvernement sud-africain, en proie à des difficultés financières, pour porter ce projet.

Son succès, l'Egypte l'a construit sans chercher à réinventer la roue. Ses dirigeants ont puisé dans les vieilles recettes : un solide réseau d'influence et l'appui sans nuance des autorités politiques. Ahmad l'a expliqué au micro de RFI : "Dans l'autre dossier, il n'y avait pas d'engagement de la part du gouvernement. Tandis que dans le cas de

l'Egypte, il y a l'engagement du Premier ministre et par-dessus tout un budget qui a déjà été alloué."

Le dossier égyptien semblait en revanche pénalisé par des problèmes de sécurité, avec une menace terroriste plutôt préoccupante. Mais le Malgache compte bien que tout soit mis en œuvre pour endiguer ce risque d'ici au mois de juin. "Avant la Coupe du monde 2018, tout le monde avait peur des problèmes de sécurité en Russie mais cela leur a permis de travailler à fond pour qu'il n'y ait aucun incident", a estimé le dirigeant avant toutefois d'amorcer une comparaison assez douteuse.

"La France aussi possède

aujourd'hui des risques énormes, en termes de terrorisme surtout, et ça n'empêche pas la FIFA d'organiser la Coupe du monde (féminine) cette année. Le grand enjeu, c'est de coopérer avec l'Etat afin qu'il s'engage à fond pour parer parce qu'ils ont des experts en matière de sécurité", a-t-il conclu.

Au pied du mur après avoir retiré l'organisation de la CAN au Cameroun et confrontée au refus du Maroc de se porter candidat, la CAF n'avait de toute façon pas bien le choix. L'instance va tout faire désormais pour que l'avenir lui donne raison d'avoir opté pour l'Egypte.

BASKET/WORLD CUP 2019

Le Sénégal accueillera l'ultime fenêtre des Éliminatoires Zone Afrique

FIBA Afrique a confirmé mercredi que le Sénégal sera le pays hôte de la sixième et ultime fenêtre des Éliminatoires Zone Afrique pour la Coupe du Monde FIBA 2019. C'est à l'issue de ce tournoi du groupe F que le Cameroun, très bien placé, connaîtra définitivement son avenir.

Quant à la République Centrafricaine et la Côte d'Ivoire, il faudra un miracle pour passer devant les lions indomptables en février prochain et ainsi décrocher le ticket qualificatif du meilleur troisième. Le Sénégal pour sa part a besoin seulement d'une victoire pour valider son billet

pour la Chine 2019.

Du 22 au 24 février, les Sénégalais accueilleront à Dakar la seconde manche du Groupe F, qui comprend le Nigeria, la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine, le Rwanda et le Mali.

Avec les qualifications de la Tunisie, du Nigeria et de l'Angola, il ne reste plus que deux places en jeu pour aller représenter l'Afrique à la Coupe du Monde FIBA 2019 en Chine, la toute première à 32 équipes.

Après avoir gagné trois de ses six matches lors du premier tour disputé au Stadium Marius Ndiaye de Dakar en juin-juillet 2018, le Séné-



gal devient ainsi la quatrième nation africaine - après l'Angola, le Nigeria et la Tunisie - à organiser sur ses terres une des fenêtres qualificatives.

Le tournoi à six nations devrait se dérouler dans la Dakar Arena, qui se trouve à Diamniadio dans les environs de la capitale sénégalaise.

Au terme des quatre années d'exécution du projet PASMIN

Le gouvernement procède à l'évaluation globale et à l'impact sur la population

Jean AFOALBI

Le 19 février 2014, le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale approuvait un financement en faveur du Togo dans le but d'aider le pays à assurer des services de santé et de nutrition vitaux à plus de 1,3 million de personnes, dont 60% de femmes et de petites filles de moins de cinq ans. Le financement de l'IDA – Association internationale de développement, institution de la Banque mondiale –, qui s'élève à 14 millions de dollars, était destiné au Projet d'amélioration des services de santé maternelle et infantile et de nutrition au Togo (PASMIN). Qui devrait s'attacher à réduire le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, qui se situait encore à 123 décès pour 1.000, et à lutter contre le fléau de la mortalité maternelle. Le projet, qui serait mis en œuvre sur quatre ans et devrait permettre d'éviter 17.000 décès, ouvrirait également la voie à un renforcement soutenu du suivi et de la gestion des services de santé publique essentiels au Togo.

Au terme de la mise en œuvre dudit projet, le gouvernement compte procéder à son évaluation globale et de façon indépendante des performances du projet et l'analyse de l'efficacité, de l'efficience et de l'effet de la mise œuvre des actions du projet. De façon spécifique, il s'agit de : décrire le contexte du projet et les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des différentes composantes du projet ; mesurer le degré de réalisation des activités prévues et expliquer les écarts entre prévisions

et réalisations ; évaluer l'efficacité de la stratégie et les activités prévues par rapport aux objectifs recherchés dans le contexte global des réformes en matière de santé en cours au Togo ; analyser la réalisation de l'objectif de développement du projet, y compris une analyse du cadre de résultats.

En novembre 2016, en termes de revue interne à mi-parcours du projet, on notait un taux d'exécution physique de 52,23%, et 20 marchés passés sur 44 prévus. En mars de l'année suivante, ces chiffres étaient passés à un taux d'exécution physique de 64,67% et 34 marchés passés sur 54 prévus. En décembre 2017, on en était à un taux d'exécution physique de 81,93%, un taux de décaissement de 71,36%, et 44 marchés passés sur 58 prévus.

Il est prévu qu'un consultant soit engagé à cet effet, d'ici fin janvier, par le ministère de la Santé et de la protection sociale. Il aura également pour mission de : passer en revue et analyser les indicateurs de performance clés du projet et de déterminer si les interventions du projet ont permis d'avoir des résultats et dans quelle mesure ces résultats peuvent être attribués au projet ; analyser l'efficacité du dispositif institutionnel mis en place et son influence sur les résultats du projet ; analyser d'autres aspects du projet, notamment les sauvegardes environnementale et sociale, les mesures fiduciaires (gestion financière et passation des marchés) et les risques ; décrire les difficultés rencontrées dans la préparation et la mise en œuvre du projet ; lister les leçons appri-

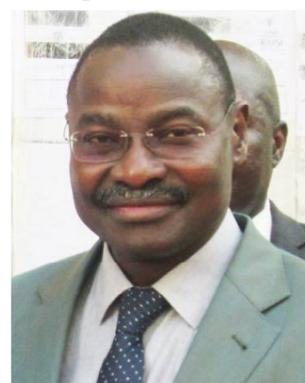
ses au cours de la préparation et la mise en œuvre du projet ; évaluer la qualité du suivi-évaluation du projet (aspects conception, exécution et utilisation) ; identifier les dispositifs pour la pérennité des activités et des acquis du projet et formuler des recommandations pour la pérennisation des acquis et l'amélioration de la mise en œuvre de projets futurs.

Plus encore la mission devra « évaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires finaux par rapport aux interventions et services offerts par le projets », précise le ministère de la Santé.

Il était attendu que les interven-

tions contre le paludisme menées dans le cadre du projet seront déployées dans l'ensemble du pays. Celles qui concernent les services de nutrition seront en revanche concentrées dans la région des Plateaux et la région Centrale, en raison de leurs forts taux de malnutrition chronique et de l'existence d'interventions similaires et déjà en place dans les régions des Savanes et de la Kara (nord du pays).

Les femmes enceintes auront accès aux services de nutrition et de lutte contre le paludisme dans le cadre de leurs consultations prénatales. La prise en charge des jeunes enfants, dont l'état nutrition-



Professeur Mustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé et de la protection sociale

nel au cours des 1 000 premiers jours de vie s'est particulièrement aggravé, sera assurée par des agents de santé communautaires

et formés à cet effet ; ces soins intégrés permettront de protéger les enfants de pathologies qui sont induites à la fois par le paludisme et la malnutrition chronique et sont responsables de nombreux décès évitables.

« De nombreux pays d'Afrique ont connu une baisse rapide de la mortalité juvénile après avoir mis en place ce même type d'action axée sur les services de santé de base. Nous avons donc toutes les raisons de penser qu'il est possible de reproduire ce succès au niveau du Togo », avait alors indiqué Chris Atim, chef d'équipe du projet à la Banque mondiale.

En matière de normalisation, agrément, certification... accréditation

Le gouvernement se réfère désormais à l'UEMOA en termes de normes internationales

Dans un communiqué en date du 7 janvier 2019, le ministre Yaovi Attigbé Ihou de l'Industrie et du tourisme, tutelle technique de la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE), renvoie désormais tout le public et les directeurs généraux des organismes d'évaluation de la conformité, notamment les laboratoires, les organismes d'inspection et les organismes de certification en matière d'activités d'accréditation au Togo vers le Système ouest africain d'accréditation (SOAC) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), qui veille à leur mise en conformité avec les exigences des organismes internationaux. Où les dites

activités seront réalisées conformément au règlement du 21 juin 2010 de l'Union portant schéma d'harmonisation des activités d'accréditation, de certification, de normalisation et de métrologie dans l'Uemoa et la loi cadre du 12 août 2009 organisant l'activité au Togo.

A ce titre, le SOAC est chargé d'accréditation de tous les organismes d'évaluation de la conformité, notamment les laboratoires, les organismes d'inspection et les organismes de certification installés sur le territoire togolais. Aussi, toutes les demandes d'accréditation sont-elles désormais à adresser au SOAC pour leur traitement. « Celui-ci est éga-

lement chargé de définir les modalités de coopération avec des organismes d'accréditation tiers désireux d'intervenir, ou intervenant déjà sur le territoire national, conformément aux réglementations en vigueur », souligne le ministre du Tourisme.

Il est rappelé que le SOAC a officiellement démarré ses activités en mars 2018, avec pour siège social à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Son point focal national est situé au sein de la HAUQE.

Au Togo, la HAUQE est la structure de gestion et de promotion de la qualité. Elle a pour mission de coordonner les activités des structures techniques de la qualité et de formuler des recommanda-

tions et avis au gouvernement, d'assurer la gestion du Fonds national de promotion de la qualité (FN PQ) ainsi que sa répartition entre les instruments de la promotion de la qualité. De manière spécifique, elle est chargée de : veiller à la mise en œuvre des dispositions de la loi et des règlements relatifs à la qualité ; veiller que tous les projets et programmes incluant le contrôle de conformité, l'inspection et répondent aux normes de sécurité et d'environnement ; veiller à la promotion et à l'application du système international des unités de mesure sur l'ensemble du territoire notamment.



MEILLEURS
VOEUX

La Loterie Nationale Togolaise

souhaite à son aimable clientèle, une merveilleuse année 2019.

Que la santé, l'amour, la joie et la chance soient au rendez-vous dans les 12 prochains mois et que la réussite soit en conclusion de tous vos projets !

Bonne et heureuse année 2019!

Gestion de l'héritage post mortem

L'absence de testament rend les choses difficiles

Etonam Sossou

Rédiger un testament bien détaillé, le laisser aux bons soins d'une personne de confiance et d'un notaire/d'un avocat, s'avère primordial pour clarifier et légitimer la gestion et le partage post mortem des droits et des devoirs entre les légataires. Et pourtant, lorsqu'on aborde cette question avec certains proches, on est vite confronté aux tabous, aux superstitions et même aux soupçons. C'est ainsi qu'ils mettent entre parenthèses la rédaction du testament et finissent par tirer leur révérence, en ne laissant que de l'incertitude derrière eux. Certains testaments révisés sont si différents de la première version que les héritiers se demandent si leur parent affaibli n'avait pas subi de manipulations de la part des personnes tapies dans l'ombre. À ceci s'ajoute une répartition injuste des biens, laquelle privilégie parfois les enfants déjà autonomes et néglige les plus faibles, n'en parlons pas des filles. Aussi faut-il noter la difficulté d'intégrer les enfants du défunt hors mariage, présentés aux veuves que pendant les obsèques. De leur vivant, certains parents nourrissent l'espoir mais aussi l'illusion que

leur successeur continuera à gérer la famille comme eux. Administrateur des biens, le successeur devra éduquer et élever ses jeunes frères/sœurs et les aider à trouver leur chemin dans la vie. Une mission chargée de bonnes intentions, mais qui en l'absence du fondateur de la famille, peine à se concrétiser. Avec le soutien de la famille, certains héritiers sont à la hauteur de cette lourde tâche à eux assignée tandis que d'autres, se retrouvent, malgré les efforts fournis, isolés et frustrés à cause des critiques pas les moins acerbes. On assiste aussi à des cas où les successeurs se laissent emporter par l'égoïsme et l'égoïsme, lesquels les poussent à placer leurs droits au-dessus des devoirs. Il est curieux de voir que dans certaines familles, ces conflits se sont vite adaptés aux clivages politiques au point qu'on entend désigner le clan du successeur par « le parti au pouvoir » et celui de ses détracteurs par « l'opposition ». Une conception binaire des choses qui ne laisse point de place à la neutralité.

La polygamie, la famille, les amis...

Les familles monogamiques ne sont pas épargnées des litiges liés

à l'héritage. D'ailleurs les guerres de succession entre les enfants d'une même mère vont crescendo. Si l'équation n'est pas simple avec une seule épouse, alors, dans le foyer polygamique, les problèmes peuvent se multiplier par le nombre de femmes. En cas de controverses autour de la succession, les veuves se livrent des batailles, généralement par le biais de leurs enfants. Les oncles, les tantes et même les amis du défunt jouent leur partition, les uns pour apaiser les tensions et chercher une sortie de la crise, les autres pour envenimer le problème. Le recours pas le moins périlleux aux forces magico-maléfiques n'est pas exclu. L'avidité de certains oncles et tantes n'est pas à négliger. Alors que du vivant de leur frère, ils n'étaient jamais impliqués dans la gestion du foyer et des biens de celui-ci, après sa mort, ils affûtent vite les armes pour imposer leur volonté sur la gestion de l'héritage; certains usant de tous les moyens physiques et psychiques pour intimider, infantiliser, voire mettre sous tutelle la veuve. C'est ainsi que la souffrance, les besoins, l'éducation et l'avenir des orphelins sont relégués au second rang. Si l'absence d'un testament chez ceux qui malheureusement

trépassent à la fleur de l'âge est tout à fait compréhensible, il reste cependant problématique de voir des chefs de famille succomber des suites d'une longue maladie, et laisser le suspense planer sur leur héritage. En l'absence du tes-

tament, certains enfants usent de leur position politique ou économique pour se tailler la part du lion, au détriment des plus démunis.

Pour poser les jalons d'une harmonie durable après le départ, il est capital pour les parents de ré-

gler leur héritage et leur succession au moyen d'un testament qu'ils peuvent actualiser au fil des ans, afin de partager les droits et les devoirs de façon à ne pas léser et frustrer d'autres enfants, particulièrement les moins aisés.

Après six années aux commandes de la Banque mondiale Jim Yong Kim sur le départ le 1er février

Le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a annoncé le lundi 7 janvier 2017 qu'il quitterait son poste après plus de six années d'un mandat durant lequel les actionnaires de l'institution ont fermement soutenu à permettre au Groupe de continuer à exercer un solide leadership au sein de la communauté du développement international. «Ce fut pour moi un grand honneur de présider cette remarquable institution composée de personnes passionnément dévouées à la réalisation de la mission visant à mettre fin à l'extrême pauvreté de notre vivant», déclare M. Kim. «Le travail du Groupe de la Banque mondiale est plus important aujourd'hui que jamais, car les attentes des populations pauvres augmentent partout dans le monde tandis que des problèmes tels que le changement climatique, les pandémies, la famine et la crise des réfugiés ne cessent de gagner en ampleur et en complexité. Ce fut pour moi un grand privilège d'oc-

cuper les fonctions de président et de contribuer à positionner l'institution au cœur même de ces défis».

Sous l'impulsion de Jim Yong Kim et avec l'appui des 189 pays membres du Groupe de la Banque mondiale, souligne un communiqué, l'institution a fixé deux objectifs en 2012 : mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 et promouvoir une prospérité partagée en axant l'action sur les 40% les plus pauvres de la population des pays en développement. Aujourd'hui, ces objectifs guident et éclairent le travail quotidien de l'institution à travers le monde.

De surcroît, les actionnaires ont fermement soutenu des mesures destinées à encore mieux positionner le Groupe de la Banque mondiale pour répondre aux besoins de développement de ses clients : L'IDA — fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres — a réalisé successivement deux reconstitutions record de ses ressources qui lui ont permis d'accroître son action

dans les zones confrontées à des situations de fragilité, de conflit et de violence ; En avril 2018, les Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale ont massivement approuvé une augmentation de capital historique de 13 milliards de dollars au profit de la BIRD et d'IFC, qui permettra au Groupe d'aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement tout en faisant face à des crises telles que le changement climatique, les pandémies, les situations de fragilité et le sous-investissement dans le capital humain à l'échelle mondiale.

Au cours des quelque six dernières années, les institutions du Groupe de la Banque mondiale ont accordé des financements à des niveaux jamais observés jusqu'alors en dehors des crises financières, précise le communiqué.

Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale, exercera les fonctions de présidente par intérim à compter du 1^{er} février.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1452 DE LOTO BENZ DU 14 Novembre 2018

Ce 21 Novembre 2018, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le N°1453.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ, les villes de LOME, KPALIME, TABLIGBO, ANIE et SOKODE, ont recensé des gagnants de gros lots.

Dans la capitale, nous avons enregistré 15 lots de 1.000.000F CFA, deux lots de 1.250.000F CFA, un lot de 1.500.000F CFA et un lot de 2.000.000F CFA deux gros lots de 3.000.000F CFA remportés auprès des opérateurs 3463, 5602, 5814, 6906, 6910, 7119, 30026, 30140, 50129, 60400, 60821, 70134, 90026, 90321, 90329, 6924, 70728, 60525, 50228, 30222, 50334.

A KPALIME, à ANIE et à SOKODE, ce sont des lots de 1.000.000F CFA qui ont été recensés sur les points de vente 4024, 20423 et 1210.

La ville de TABLIGBO s'est démarquée par un lot de 2.000.000F CFA gagné auprès de l'opérateur 8021.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage, un gros lot de 2.000.000F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants.)

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1460 de LOTO BENZ du 09 Janvier 2019

Numéro de base

55 34 16 85 09

Afrique

Inégale répartition du développement humain

Les avancées sur toutes les dimensions du développement humain en Afrique se confirment, s'améliorant au même rythme que dans l'ensemble des pays en développement.

L'écart se resserre entre les pays d'Afrique à niveau de développement humain faible et ceux situés à l'autre extrémité. De même, le taux de progression des pays d'Afrique ou les conditions en matière de revenus, de santé et d'éducation sont les moins bonnes et plus rapides que le taux de pro-

gression moyen de l'ensemble des pays en développement. Mais depuis quelques années, le rythme baisse dans tous les pays africains par rapport aux niveaux soutenus obtenus entre 2000 et 2010. Cette évolution traduit une hausse plus lente du revenu par habitant par rapport aux améliorations obtenues sur le plan de l'éducation et de la santé. Elle est préoccupante en tant que telle, puisque la plupart des pays africains se situent encore dans la catégorie « développement humain fai-

ble ». En termes de variations régionales, l'Afrique du Nord compte le plus de pays à développement humain moyen et élevé. L'Afrique australe et l'Afrique centrale rassemblent quant à elles des pays à développement faible et moyen. A quelques rares exceptions, la majorité des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest appartiennent à la catégorie « développement humain faible ». Il convient donc d'accélérer durablement les progrès obtenus,

Des perspectives qui s'assombrissent, selon la Banque mondiale

L'Afrique subsaharienne légèrement à l'abri

(suite de la page 6)

du secteur pétrolier résultant de l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères et de l'amélioration du cli-

mat des affaires par la mise en œuvre de réformes. Enfin, en Afrique du Sud, l'expansion économique devrait prendre un peu de

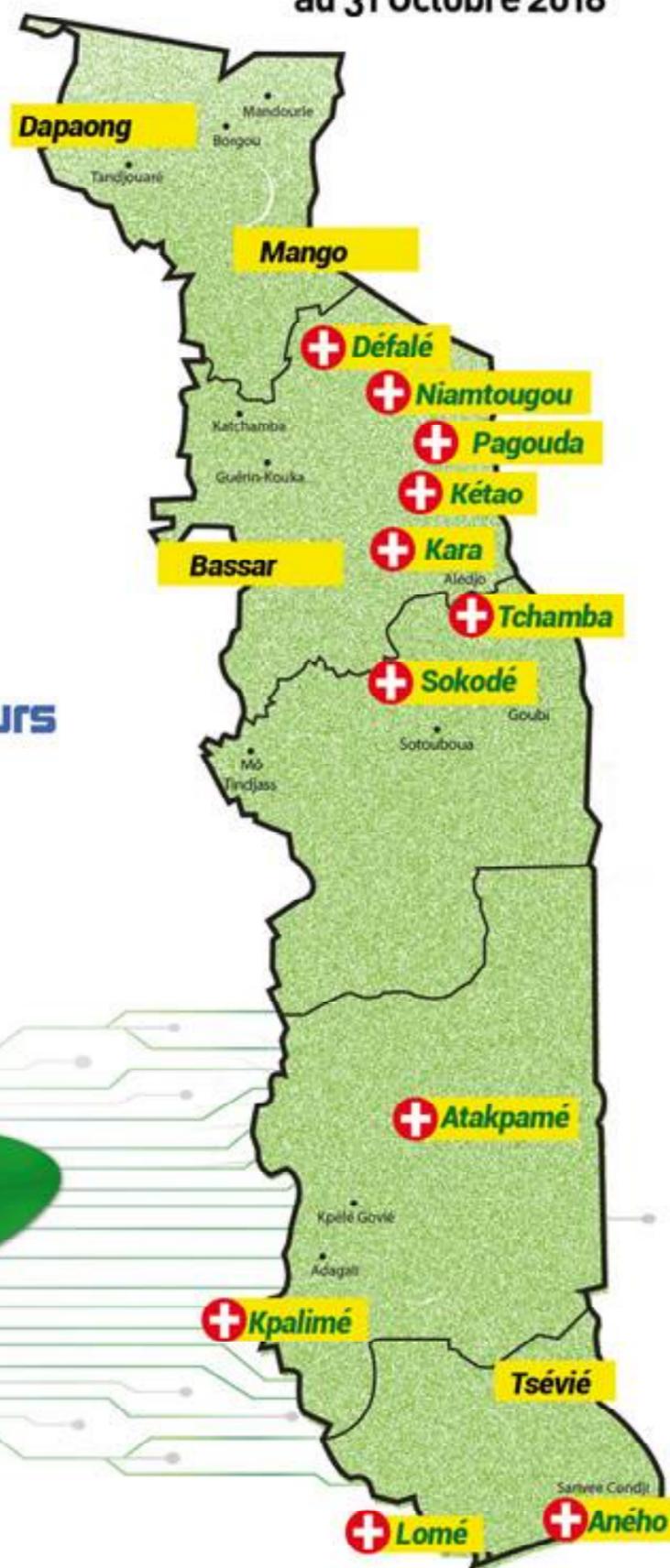
vitesse pour afficher un taux de 1,3% dans un contexte caractérisé par les contraintes pesant sur la demande intérieure et le montant limité des dépenses publiques.

Le Très Haut Débit continue son parcours !

Couverture 4G+ au 31 Octobre 2018

Le N°1 de l'internet Très Haut Débit Mobile au Togo assure déjà la couverture 4G+ dans la ville de Lomé, Kpalimé, Atakpamé, Tchamba, Sokodé, Kara, Ketao, Pagouda, Niamtougou, Défalé, et leurs environs

-  Déploiement de la 4G+ en cours
-  Les villes déjà couvertes



Le N°1 de l'internet mobile au Togo



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015